

Je n'ose plus écouter les infos. Chaque nouvelle annoncée est comme un coup de poignard dans le dos : baisses des APL (aide personnalisée au logement), hausse de la CSG (contribution sociale généralisée), dislocation du code du travail, réforme de l'assurance chômage, exonération de l'ISF (impôt sur la fortune), flat tax (taxe sur les revenus du patrimoine et des placements), et bling bling, et encore bling bling. Une fois de plus, la balance sociale penche du côté de ceux qui ont déjà tout.

Ah, si j'étais riche ...

Je ferais construire un palais tellement haut qu'il suffirait que je lève les bras pour planquer au paradis tout l'argent économisé grâce à la réforme de l'impôt sur la fortune.

Du haut de mes fenêtres je regarderais les misérables avec mépris, les migrants avec dégoût, les grévistes et les manifestants avec rage, et les bénévoles... les bénévoles, je ne sais pas... je pense que je ne les comprendrais pas !

Ah, si j'étais riche, j'éradiquerais la pauvreté dans le monde en exterminant tous les pauvres, pour que sur terre il n'y ait plus que les riches...

Euh... finalement non, les pauvres, je les garderais quand même, car sans eux je ne serais plus riche...

LES RICHES DE PWS EN PWS RICHES



Mais hélas, je ne suis pas riche. Alors, une fois encore, j'irai dans la rue, tête haute, le 16 NOVEMBRE 2017 joindre mes cris de désespoir et de colère aux jeunes, aux pauvres, aux salariés, aux privés d'emploi, aux retraités pour qu'enfin, ceux qui nous dirigent, daignent nous écouter et comprennent qu'on ne veut pas de cette société qu'ils nous fabriquent.

Ils veulent casser le code du travail, la formation professionnelle, l'assurance chômage, les retraites, la sécurité sociale, les services publics ... RESISTONS !

Rendez-vous jeudi 16 novembre 2017 à 17 h 00

- **Chaumont – devant l'hôtel de ville**
- **Langres – Place Bel Air**
- **Saint-Dizier – devant la mairie**

Transformer notre société en profondeur et l'adapter coûte que coûte aux exigences du capitalisme mondialisé et financiarisé, voilà le but recherché par les gouvernements successifs.

Nous assistons à la mise en place d'une série de réformes ultralibérales qui cassent tous nos acquis sociaux. Pourtant, ces derniers ont permis de faire progresser notre société, d'élever les conditions de vie et de travail, de gagner l'allongement de l'espérance de vie, etc.



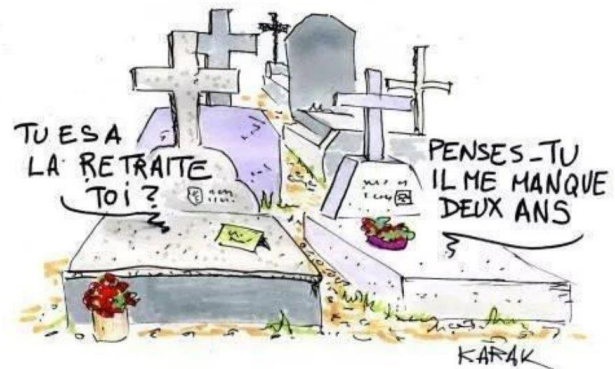
Une politique menée au service du patronat et de la finance.

Réforme du droit du travail



Les textes n'étant pas encore tous publiés, le gouvernement accélère le rouleau compresseur de la destruction sociale en s'attaquant aux statuts et aux missions de la fonction publique tout en voulant détruire simultanément l'ensemble des protections des salariés, que ce soit la Sécurité Sociale, le droit à la formation, l'indemnisation du chômage et, début 2018, les retraites.

Les ordonnances et toute une série de décrets en préparation vont transformer en profondeur les relations entre le salarié et l'employeur. Ces mesures visent à généraliser la précarité, à faciliter les licenciements, à détourner les règles de la négociation, de représentation et de défense collectives des salariés.



Salariés du privé et du public, tous concernés

Au-delà des répercussions que vont avoir les réformes du droit du travail sur la fonction publique, le gouvernement entend poursuivre les ponctions sur les budgets publics actuellement en débat. Les députés ont voté la baisse de l'ISF (impôt sur la fortune) pour un montant de près de 4 milliards d'euros en faveur des plus riches... et se sont dans le même temps prononcés pour l'augmentation de la CSG qui va gravement impacter les revenus des retraités et des fonctionnaires.

Rien ne justifie toutes ces régressions sociales !

Il est grand temps de mettre un coup d'arrêt à cette politique et d'exiger de véritables mesures de progrès social en faveur des salariés, des jeunes, des retraités. Notre pays en a largement les moyens : la France est championne d'Europe des dividendes versés à ses actionnaires (54 milliards d'euros l'an dernier).

Des mesures graves qui pèsent sur la santé des populations.

Surtout ne tombez pas malade !

Avec 3 milliards d'euros d'économies sur l'assurance maladie qui pourrait croire qu'il sera plus facile de se faire soigner demain ?

La ministre de la Santé préfère se lancer dans une chasse aux « fraudeurs », la fermeture de lits d'hôpitaux, l'augmentation du forfait hospitalier (qui finalement reviendra à la charge des usagers) plutôt que d'investir dans un système de santé moderne qui réponde aux besoins des populations.

LA RÉFORME DE L'HÔPITAL PUBLIC EST-ELLE DANGÉREUSE ?



Salarié(e) du public ou du privé, étudiant(e), jeune, retraité(e) ou privé(e) d'emploi, nous sommes tous concernés.

Nous avons toutes les raisons de nous mobiliser.

Signer les pétitions sur internet ne suffit pas !

Venez nombreux aux rassemblements organisés le 16 novembre 2017.